

**Marché de prestations intellectuelles**

-----

**Audit technique des Installations Courant Faible des bâtiments :  
Vendôme – Bourvallais - Cambon Vieux – Cambon Neuf – Horloge – Ecuries  
et des sous-sols.**

-----

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES  
(C.C.A.P.)**

# SOMMAIRE

<b>1. ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
1.1. Objet du marché.....	3
1.2. Titulaire du marché .....	4
1.3. Sous-traitance.....	4
1.4. Maîtrise d’ouvrage.....	4
<b>2. ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>3. ARTICLE 3 - CONTENU DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>4. ARTICLE 4 – PRIX .....</b>	<b>5</b>
4.1. Forme du prix.....	5
4.2. Mode d’établissement du prix du marché :.....	5
4.3. Choix de l’index de référence :.....	5
4.4. Modalités de révision des prix : .....	5
4.5. T.V.A. ....	6
<b>5. ARTICLE 5 – REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE .....</b>	<b>6</b>
5.1. Avance.....	6
5.2. Acomptes.....	6
5.3. Délais de paiement .....	7
5.4. Changements affectant le titulaire.....	7
5.5. Règlement en cas de cotraitants.....	7
5.6. Règlement en cas de sous-traitants .....	7
<b>6. ARTICLE 6 – EXECUTION DE LA MISSION .....</b>	<b>7</b>
6.1. Définition de la mission.....	7
6.2. Délais d’établissement des documents - Pénalités.....	8
6.3. Modalités de validation.....	8
6.4. Réception des documents d’études.....	8
<b>7. ARTICLE 7 – UTILISATION DES RESULTATS .....</b>	<b>9</b>
<b>8. ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA MISSION .....</b>	<b>9</b>
<b>9. ARTICLE 9 – RESILIATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>9</b>
<b>10. ARTICLE 10 – ASSURANCES .....</b>	<b>9</b>
10.1. Assurance de la responsabilité décennale et des risques annexes .....	9
10.2. Autres assurances individuelles .....	10
<b>11. ARTICLE 11 – DEROGATIONS AU C.C.A.G. – P.I. ....</b>	<b>10</b>

## 1. ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) est un marché de prestations intellectuelles.

L'objet du présent marché de prestations intellectuelles consiste en la réalisation **d'un audit complet des installations courant faible des Bâtiments Vendôme, Bourvallais, Cambon Vieux et Neuf, Horloge, Ecuries et des sous-sols du site Vendôme** tel que décrit dans le cahier des charges du présent marché. L'objectif à l'issue de cet audit est de réaliser l'état des lieux complet des installations existantes de l'ensemble des Bâtiments susmentionnés.

### 1.2. CLAUSES DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire du présent marché est soumis aux obligations de confidentialités et aux mesures de sécurité prévues à l'article 5 des CCAG-PI, CCAG-MOE et CCAG-Travaux.

Le titulaire s'engage à conserver strictement confidentielles toutes les informations, documents, données et éléments échangés dans le cadre de l'exécution du marché.

Il s'interdit de les divulguer à des tiers, sauf autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur.

En particulier, Les documents graphiques et données techniques et patrimoniales (plans, fiches techniques, notices, notes de calculs,...) relatifs aux différents sites où sont implantés les services du Ministère de la Justice sont transmis à titre confidentiel : la personne qui en a reçu communication est tenue de prendre toute disposition utile pour maintenir cette confidentialité.

Le titulaire du marché devra aviser sans délai le maître d'ouvrage de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de cette obligation de confidentialité.

Le titulaire devra impérativement prendre toutes les dispositions nécessaires afin de préserver la confidentialité du dossier, à la fois sous forme papier et numérique. En effet, les mesures de sûreté à prendre par le titulaire comprennent toutes les mesures liées à la sécurisation informatique des données stockées dans l'entreprise (avec la mise en œuvre d'ordinateurs indépendants de tout réseau intranet ou extranet).

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants s'interdisent ainsi d'utiliser, pour le traitement, le stockage ou l'échange de documents ou données relatifs au marché, toute plateforme ou service en ligne de type cloud ou de partage de fichiers (notamment Dropbox, Google Drive, OneDrive, WE Transfer, ou équivalents).

Les outils sécurisés **France Transfert ou Résana** seront privilégiés.

Les données traitées dans le cadre du marché doivent être hébergées sur des serveurs situés exclusivement dans l'Union Européenne, dans un environnement sécurisé conforme aux exigences du pouvoir adjudicateur. Le recours à des serveurs mutualisés ou partagés non agréés est interdit, sauf autorisation expresse et écrite du pouvoir adjudicateur.

L'ensemble de ces prescriptions s'applique aux éventuels sous-traitants du titulaire.

En cas de manquement aux obligations précitées, le titulaire encourra une pénalité de 5 000 euros HT par manquement constaté.

En cas de manquement grave ou répété à ces obligations de confidentialité et de sécurité, le marché pourra être résilié pour faute dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI, de l'article 30 du CCAG-MOE et de l'article 50 du CCAG-Travaux, en fonction de la catégorie de marché concernée.

Les renseignements ne peuvent, sans autorisation du maître d'ouvrage, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître sous peine des sanctions prévues à l'article 226-13 du code pénal.

### **1.3. TITULAIRE DU MARCHÉ**

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "le titulaire", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

Le titulaire désigne au maître d'ouvrage en la personne de

**M ou Mme .....**

Celle de l'équipe chargée d'assurer, depuis le début et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, la coordination effective de toutes les études. Cette personne sera l'interlocutrice privilégiée du maître d'ouvrage, elle devra assister à toutes les réunions que demande le maître d'ouvrage et être habilitée à prendre les décisions nécessaires.

Le changement de personne habilitée ci-dessus par une personne de qualification équivalente devra être notifié par écrit immédiatement au maître d'ouvrage pour agrément.

### **1.4. SOUS-TRAITANCE**

Le prestataire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

### **1.5. MAITRISE D'OUVRAGE**

La maîtrise d'ouvrage est réalisée par :

Etat – Ministère de la Justice  
Secrétariat général du ministère de la Justice  
**Bureau de l'Immobilier Judiciaire Parisien et de l'Administration Centrale (BIJPAC)**  
1 quai de la Corse – 75181 Paris cedex 4

## **2. ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Conformément à l'article 4.1 au CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe financière n°1;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P);
- Le cahier des charges et éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La note méthodologique remise par le titulaire

## **3. ARTICLE 3 - CONTENU DES PRESTATIONS**

Voir cahier des charges joint au présent marché

## **4. ARTICLE 4 – PRIX**

### **4.1. FORME DU PRIX**

Le prix est forfaitaire et révisable suivant les modalités fixées à l'article 4.4 ci-après.

### **4.2. MODE D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ :**

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (m0 études) fixé dans l'acte d'engagement.

### **4.3. CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE :**

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du marché est l'index ingénierie Ing.

### **4.4. MODALITES DE REVISION DES PRIX :**

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times I_m / I_o$$

dans laquelle :

$I_o$  : index ingénierie du mois m<sub>0</sub> études (mois d'origine),

$I_m$  : index ingénierie du mois m (mois de révision), dernier index connu à la date à laquelle la prestation a été remise au maître d'ouvrage.

## 4.5. T.V.A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent C.C.P. sont exprimés hors T.V.A.

## 5. ARTICLE 5 – REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

### 5.1. AVANCE

Une avance sera versée au titulaire conformément à l'article R.2191-3 du code de la commande publique, sauf en cas de refus par celui-ci précisé dans l'acte d'engagement :

- Son montant est égal en prix de base à 30 % de la rémunération TTC du marché. Ce montant ne sera ni révisable, ni actualisable ;
- le paiement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché ;
- le remboursement de cette avance commencera lorsque le montant cumulé des demandes d'acompte présentées par le maître d'œuvre atteindra ou dépassera 60 % du montant initial (hors T.V.A.) du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial (hors T.V.A.) du marché.

En cas de cotraitance avec paiement direct, le présent article s'appliquera à chacune des parts de la répartition visée à l'acte d'engagement.

### 5.2. ACOMPTES

#### ***5.2.1. Fractionnement de la rémunération suivant les éléments de la mission - Date d'exigibilité des acomptes***

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux phases et aux éléments de mission définis ci-après, ainsi que leur prix, évalué en prix de base et hors TVA.

Prestation rémunérée	Valeur de l'acompte par rapport au montant total de chaque élément de mission (annexe 1 de l'acte d'engagement)	Date d'exigibilité de l'acompte
Phase 1 : État des lieux de l'existant	100%	Exigible après approbation de l'élément
Phase 2 : Exploitation et traitement des données recueillies	100 %	Exigible après approbation de l'élément
Phase 3 : Rendus	100%	Exigible après approbation de l'élément

Dans le cas d'un acompte correspondant au règlement partiel d'un élément de mission, la demande d'acompte comporte le compte rendu d'avancement de cet élément de mission et le pourcentage d'avancement de son exécution.

En application de l'article R 2191-22 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Toutefois, à la demande du titulaire du marché le délai peut être ramené à un mois.

### **5.3. DELAIS DE PAIEMENT**

Le délai dont dispose le maître d'ouvrage pour procéder au paiement des acomptes et du solde est de 30 jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande du titulaire.

En cas de dépassement de ce délai, les sommes non payées produisent des intérêts au taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne, augmenté de 8 points de pourcentage. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € sera également versée au titulaire.

### **5.4. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE**

Le titulaire doit prévenir en temps utile et par écrit l'administration de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire, numéro SIRET ou autre).

L'administration ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications propres au titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

### **5.5. REGLEMENT EN CAS DE COTRAITANTS**

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12.1 du C.C.A.G. – P.I.

### **5.6. REGLEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANTS**

Il sera fait application des dispositions de l'article 12.2 du C.C.A.G. – P.I.

## **6. ARTICLE 6 – EXECUTION DE LA MISSION**

### **6.1. DEFINITION DE LA MISSION**

La présentation, les objectifs, le contenu de la mission et son déroulement sont explicitées et détaillées dans le cahier des charges du présent marché.

Une réunion initiale sera organisée lors du lancement de l'étude. Elle aura pour objet d'affiner le calendrier de la prestation, les modalités de transmission des documents, d'organisation des visites et des réunions.

## 6.2. DELAIS D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS - PENALITES

Les délais seront calculés selon les indications du cahier des charges. Les pénalités porteront sur tous les jours calendaires de retard.

### 6.2.1. Délais

Les délais et les points de départ des délais sont précisés à l'article 6 de l'acte d'engagement.

### 6.2.2. Pénalités relatives à la fourniture de documents

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, pour chaque phase, en cas de retard dans le rendu des documents, le titulaire subira, sur ses créances, des pénalités dont le montant H.T. par jour calendaire de retard est fixé à 100 €.

## 6.3. MODALITES DE VALIDATION

Pour chaque rendu de documents correspondant aux trois phases de la mission, une réunion de présentation sera organisée. Les documents rendus feront l'objet, en cours de réunion, d'observations de la part du maître d'ouvrage. Sur la base de ces observations, à l'issue de chaque réunion le titulaire devra sous **72 heures** transmettre son rapport modifié.

Les modalités pratiques de ces réunions : salle, convocation, horaire, dispositions matérielles sont à la charge du maître d'ouvrage. Les supports et la présentation sous la forme d'un exposé oral sont à la charge du titulaire.

## 6.4. RECEPTION DES DOCUMENTS D'ETUDES

### 6.4.1. Modalités de fourniture des documents d'études

Les documents à fournir par le titulaire, qu'il s'agisse de pièces écrites ou de plans, seront remis par celui-ci au maître d'ouvrage selon les dispositions ci-dessous :

<b>État des lieux / Exploitation et traitements des données recueillies</b>	2 exemplaires papier 1 transmission sur support électronique modifiable et non modifiable
<b>Exploitation et traitement des données recueillies</b>	2 exemplaires papier 1 transmission sur support électronique modifiable et non modifiable
<b>Rendus</b>	2 exemplaires papier 1 transmission sur support électronique modifiable et non modifiable

La version numérique (pièces écrites au format Word, Excel ou Acrobat Reader – plans au format Autocad et PDF - pièces graphiques au format jpeg) de chacun des documents sera remise sur clef USB.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents remis, dans le cadre de l'opération envisagée.



#### **6.4.2. Délais**

Conformément à l'article 28, du CCAG-PI, la décision du maître d'ouvrage, ou de son représentant, d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction, ou de rejet des documents d'études ci-dessus, doit intervenir dans le délai de deux mois, étant précisé que le titulaire s'engage à soumettre les documents au maître de l'ouvrage dans leurs versions provisoires au fur et à mesure de leur élaboration.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage, ou son représentant, des documents d'étude. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue et approuvée avec effet à compter de l'expiration du délai (approbation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage, ou son représentant, dispose, pour donner son avis après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **7. ARTICLE 7 – UTILISATION DES RESULTATS**

Il sera fait application du chapitre 6 du C.C.A.G.- P.I..

### **8. ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA MISSION**

La mission du titulaire s'achève à l'acceptation par la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des documents que le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage. L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision d'admission établie sur la demande du titulaire par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. La réception entérine le droit de transfert de propriété.

### **9. ARTICLE 9 – RESILIATION DU MARCHE**

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 C.C.A.G. – P.I. avec les précisions suivantes :

- L'application éventuelle des stipulations du paragraphe 3 de l'article 41 du CCAG-PI sera assortie d'un abattement au moins égal à dix pour cent (10 %) de la valeur des prestations.
- Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter, en vertu de l'article 22 du CCAG-PI, l'exécution du présent marché au terme de chacune des phases du présent marché. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

### **10. ARTICLE 10 – ASSURANCES**

#### **10.1. ASSURANCE DE LA RESPONSABILITE DECENNALE ET DES RISQUES ANNEXES**

Sans objet.

## 10.2. AUTRES ASSURANCES INDIVIDUELLES

Le titulaire déclare être titulaire, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les prestations, et produira l'attestation d'assurance correspondante avant la notification du marché.

## 11. ARTICLE 11 – DEROGATIONS AU C.C.A.G. – P.I.

C.C.A.G-P.I.	C.C.A.G-M.OE.
14	6.2.2

Dressé par le chef du BIJPAC

Le titulaire

(Signature et cachet)